

[vc\_row type="in\_container" full\_screen\_row\_position="middle" scene\_position="center" text\_color="dark" text\_align="left" overlay\_strength="0.3" shape\_divider\_position="bottom" bg\_image\_animation="none"][vc\_column column\_padding="no-extra-padding" column\_padding\_position="all" background\_color\_opacity="1" background\_hover\_color\_opacity="1" column\_link\_target="\_self" column\_shadow="none" column\_border\_radius="none" width="1/1" tablet\_width\_inherit="default" tablet\_text\_alignment="default" phone\_text\_alignment="default" column\_border\_width="none" column\_border\_style="solid" bg\_image\_animation="none"][vc\_column\_text]

## Séminaire sous la direction de Jean Lojkine, de mars à septembre 2010.

Les politiques de la gauche (des gauches ?) ont presque uniquement été étudiées sous l'angle du social, très rarement sous l'angle économique. Comme si les politiques économiques devaient être l'apanage de la Droite. Comme si les échecs économiques de la gauche devaient sceller la fin du « rêve » socialiste et la mort de l'identité même de la gauche.



Pourquoi les programmes de transformation sociale comme ceux issus du Front populaire, puis du PCG – programme commun de gouvernement – (1972-1980) n'ont-ils pas abouti ? Pourquoi les objectifs initiaux de planification, de création de nouvelles filières industrielles, via les nationalisations massives de 1981, de relance de la croissance, n'ont-ils pas abouti ? Pourquoi cette conversion culturelle des principaux dirigeants du PS et de la haute fonction publique aux grands principes du néo-libéralisme (désinflation compétitive, politiques

d'austérité, flexibilisation du marché du travail) ? Pourquoi les ambitions de démocratisation de l'économie maintes fois affichées n'ont-elles pas été suivies d'effets durables ? Pourquoi les stratégies patronales n'ont-elles pas été mises en échec ?

L'objectif de ce séminaire est d'analyser à la fois les contenus de ces politiques économiques, mises à l'épreuve quand la gauche est au pouvoir ou proposées comme alternatives quand la gauche est dans l'opposition, et les types de relations qui se nouent entre les trois grands acteurs de la gauche française : les partis politiques de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux pris dans toute leur autonomie (notamment 1936, 1945-46, 1968, 1995). Depuis l'implication profonde dans un projet politique comme l'implication de la CGT dans le Front populaire ou le PCG de 1972 à 1978, jusqu'aux « relations distantes » des syndicats par rapport aux partis de gouvernement comme en 1936... et maintenant (depuis les années 1990).

Ce séminaire a donné lieu au [colloque éponyme qui s'est déroulé en mai 2011](#).

Comité de travail : Gérard Alezard, Bernard Frédérick, Guy Groux, Jean Lojkine, Michel Margairaz, René Mouriaux

## 1. Séance du 20 mars 2010 : « Peut-on unifier la période 1936-1947 ? »

Hypothèse : 1936 ouvrirait une séquence entre des formes de régulation et des formes de mobilisation qui se sont imposées à tous les acteurs. Portée de ce qui a été fait pour les acteurs de la période comme pour les forces de gauche actuelle ? Jusqu'à quand fonctionne le « modèle » 36 pour les acteurs politiques comme pour les acteurs sociaux ?

- Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky
- Claire Andrieu : le rôle intermédiaire du CNR, entre 36 et 44-47
- René Mouriaux : Les relations entre les syndicats, les mouvements sociaux et les partis politiques durant la période.

## 2. Séance du 11 mai 2010 : 1960-1972 : retour au modèle du Front populaire ou nouvelle logique politique et économique ? La construction du

## programme commun de gouvernement. Mouvements sociaux (1968), acteurs syndicaux et acteurs politiques.

à CEVIPOF, 98 rue de l'université, Paris VI (métro Solferino)

- Michel Margairaz : Le PS et la marche vers le PCG
- Jean Lojkine : De la théorie du CME à l'élaboration d'une politique économique alternative. Une nouvelle stratégie du PCF ? (un « gradualisme révolutionnaire » ?)
- Gérard Alezard : La CGT et la construction du PCG
- Frank Georgi : La CFDT, l'autogestion et la construction du PCG.

Note suite à la séance dans laquelle J. Lojkine revient sur les questions soulevées par les quatre exposés sur la période 1960-1972 (La politique économique et le parti socialiste, le parti communiste, la CGT, la CFDT au moment où se construit le Programme commun de gouvernement) et qui n'ont pu être débattues.

Première question (Margairaz), *quelle est l'autonomie des problèmes idéologiques (le contenu économique des propositions et des politiques, la référence au marxisme) par rapport à la tactique électorale des partis politiques et à l'évaluation des rapports de force PCF-PS ?* Peut-on dire par exemple que la position du PS a été surdéterminée par l'hégémonie politique du PCF sur la gauche, et le souci privilégié de contourner le PC pour attirer une partie de son électorat ? Peut-on dire au contraire qu'il y avait aussi une stratégie cohérente, chez un certain nombre de militants socialistes, visant à utiliser les nationalisations démocratiques pour « dépasser » le capitalisme et changer la vie (Lojkine) ? De même pour le PCF, ses changements de position par rapport aux réformes de structure (1936-1944 : le PCF contre les réformes de structure) ne seraient pas seulement guidés par l'évolution conjoncturelle des rapports de force électoraux, mais par une nouvelle stratégie, structurelle, soutenue par certains, combattue par d'autres, qui abandonnerait peu à peu la matrice léniniste de la « dictature du prolétariat », via la théorie du CME (1966), pour s'engager vers une transition, pluraliste et pacifique, vers un socialisme aux couleurs de la France ? En même temps, si l'on veut donner du sens à la nouvelle stratégie proclamée de « l'intervention dans la gestion », les travaux de

la Section économique du PCF auraient impliqué la transformation complète du PCF en un parti autogestionnaire, démocratisé, décentralisé, intervenant dans la sphère économique et y cherchant des alternatives crédibles (nouvelle mixité évolutive et conflictuelle, nouvelle productivité, nouvelle croissance), à mille lieux des images d'Epinal sur le PCF réduit à une fonction « tribunicienne », purement protestataire. Quitte à expliquer pourquoi le PCF (et la CGT ?) s'est arrêté « au milieu du gué » entre 1977 et 1984 ?

Deuxième question (Lojkine) : *Y avait-il une « autre politique économique » possible en 1981, pour les dirigeants du PC et du PS, en dehors du retour au souverainisme de Chevènement (sortie du SME) ? Pour la CGT et pour la CFDT ?*

Troisième question : au delà du problème de l'indépendance syndicale, *y avait-il des propositions autonomes élaborées par la CGT (les politiques industrielles sectorielles, le débat autogestion-gestion autonome et démocratique, via les comités d'entreprise et les nouveaux conseils d'administration) et par la CFDT (le socialisme autogestionnaire, défini dès les années 60, mais reformulé à l'occasion du « recentrage », selon Georgi) ?*

Quatrième question, à examiner ultérieurement, *comment les deux centrales formulent-elles, à travers les débats sur la cogestion et l'autogestion, sur l'intervention syndicale dans la gestion, l'idée d'un « projet » syndical global et autonome qui dépasserait l'ancien clivage Social (les syndicats)/ Politique (les partis) et Social/ Economique (le patronat) ?*

### 3. Séance du 21 juin 2010 : Heurs et malheurs du PCG (1972-1984)

à la MSH (54 Bd Raspail, 75006 Paris).

Le débat était introduit par un exposé de Philippe Herzog sur la politique économique du PCF et le rôle de la section économique dans les années du Programme commun.

### 4. Séance du 16 septembre 2010 : Les syndicats et le mouvement social face au Programme commun de la gauche

Maison des Sciences de l'Homme (54 Bd Raspail, 75006 Paris).

Intervenants : Gérard Alezard, Guy Groux, René

Mouriaux.[/vc\_column\_text][/vc\_column][/vc\_row]